

## Conclusion de la table ronde

Intervention de Jacques Prades, en conclusion de la table ronde Mutualisme et territoires.

Je partage évidemment votre passion de la coopération puisque j'ai passé plus de quatre ans maintenant à traverser l'Europe pour étudier des coopératives. Je me suis rendu une dizaine de fois à Mondragón et j'ai essayé de comprendre quel était le fondement de ces expériences et en même temps de rebondir sur la question toujours présente de savoir si elles étaient transposables.

À cette question de la transférabilité, je crois que la réponse est ferme : elle est celle qui revient dans la bouche des coopérateurs basques, mais aussi dans la bouche des coopérateurs italiens et du Québec : il n'y a pas de transposition du modèle coopératif, si tant est que le terme de « modèle » soit adéquat. A première vue, un tel constat est décevant.

La première personne qui m'avait parlé de cela est José Maria Ormaetxea, un des cinq mousquetaires de l'expérience de Mondragón. En y réfléchissant, je me suis rendu compte que ce n'étaient pas tant les coopératives qui n'étaient pas transposables que l'ensemble de l'économie sociale. Au fond, c'est ce qui différencie le plus fondamentalement les différentes familles de l'économie sociale d'une entreprise lucrative. Chaque pays, chaque région trouve une forme coopérative particulière et des formes spécifiques à son histoire et à sa géographie.

Prenons le cas de Mondragon

En 1956, on a un modèle gravitaire. C'est un modèle où, sous la poussée de ce qui deviendra Fagor et Arrasate, toutes les autres coopératives suivent. Ce modèle s'arrête à peu près en 1964, année de constitution d'Ularco.

À partir de 1964, nous allons nous trouver avec un deuxième modèle que les Italiens connaissent bien. Il peut être qualifié de « district coopératif ». C'est un ensemble de coopératives très emboîtées les unes dans les autres, d'amont en aval. Elles partent de l'élevage jusqu'à la distribution en passant par la mécanique et l'automation, la banque et l'université. Il y a peu de concurrence entre les coopératives dont la taille maximale est fixée. Quand une coopérative réussit et donc grandit, on divise l'ensemble et on crée une nouvelle coopérative de telle sorte que l'on puisse bénéficier des économies d'échelle en conservant une relation de proximité des coopérateurs avec leur territoire.

Puis, arrive 1990. Là, le modèle de Mondragón n'est plus ni un district ni un modèle gravitaire, c'est un modèle fondé sur l'innovation technologique. Nous voyons très nettement l'accent qui est porté sur la question de l'innovation avec le projet Garia. D'une certaine manière, nous pourrions dire que c'est une « Mondragón Valley » qui est en train de se constituer.

Par conséquent, nous avons dans l'histoire trois modèles qui sont différents. Mais on peut aller plus loin encore car le modèle de Fagor n'est pas celui d'Eroski. Dans le même temps, nous avons donc des variétés de modèles. Peut-on aller plus loin ?

Ces coopératives sont très fortement liées à l'histoire du Pays basque. Ce n'est pas un hasard si elles se trouvent à deux pas de Guernica ; elles ont été créées à une période difficile, où le pouvoir franquiste faisait peu de place au Pays basque. Je rappelle que, en 1936, 16 curés basques ont été assassinés et que la langue basque était interdite. Nous avons un foyer de résistance fort qui trouve une expression positive avec l'arrivée d'Arizmendiarieta, qui représente un catholicisme de gauche très empreint de la pensée parisienne du Français Emmanuel Mounier. C'est une dimension très forte. Dans toutes les expériences de coopérative que j'ai pu étudier à travers l'Italie, le Québec et l'Espagne, j'ai remarqué cet élément identitaire fort. Nous pourrions aller plus loin dans ces éléments identitaires en disant que la langue a joué un rôle promoteur. Ce n'est pas pour rien que l'essentiel des coopératives de logement ou des expériences innovantes au Québec se déroulent sur la partie francophone, c'est-à-dire sur une partie de résistance par rapport au reste de la population et de la culture anglophone. Nous retrouvons ce même phénomène en Italie.

Vous avez signalé, le rôle de la formation. Le poids de la valeur ajoutée consacré à la formation dans le groupe Mondragón, est environ 9 fois plus élevé que la moyenne française. Ceci est important. Pourquoi ? Parce que ce n'est pas de leader dont nous manquons, il en existe partout... La difficulté est le relais d'un leader à quelque chose de « collectif ». Or, je pense que ce qui relie le leader de la chose collective est la formation, même si ce n'est pas le seul lien.

Le constat que nous faisons de la coopération aujourd'hui est contradictoire : triste du point de vue de ce qu'il en reste, particulièrement en France et à la fois terriblement porteur d'espoirs. J'ai travaillé sur les coopératives de logement au Québec, et je suis complètement persuadé que nous commettons une énorme erreur en France dans la création de l'Agence Nationale de la Rénovation Urbaine en pensant qu'en détruisant des tours pour les remplacer par de petits ensembles, nous évitons l'exclusion. Cette orientation suppose que c'est le bâti qui construit le lien social. Nous créons une bombe à retardement qui explosera dans trois ou quatre années parce que nous releguons dans la

quatrième banlieue ceux que nous avons exclu de la troisième dont rien ne garantit la capacité du vire ensemble. Les coopératives de logement québécoises seraient, de ce point de vue, une formidable illustration de ce qui existe en matière de propriété collective. Pour autant, je suis fermement persuadé que le modèle coopératif québécois du logement n'est pas transposable à la France. Cela signifie que, à partir de ces expériences, il faudrait trouver une expérience qui relève de la coopération et de la propriété collective, mais qui soit spécifique et adaptée à un territoire français ou à une partie du territoire français.

Pour revenir au cas qui nous occupe ici, chaque fois que je suis à Mondragón, je suis surpris par deux choses.

Premièrement, quand j'y vais, je dors dans un hôtel coopératif, je mange dans un restaurant coopératif, j'interviens dans une université coopérative et je suis reçu par des coopérateurs. Par conséquent, la coopération est plus qu'une expérience, c'est une culture.

Deuxièmement, je suis très étonné qu'il n'y existe pas de magasins de souvenirs ! Il n'existe aucun petit objet qui attire le client. Dit autrement, je suis toujours très étonné que Mondragón ne cherche pas à plaire. C'est une très grande différence entre ce que nous appelons en France « l'économie sociale » et le « le développement local ». Le développement local est une stratégie qui permet d'attirer les entreprises en valorisant le territoire, soit fiscalement, soit pour son climat, sa situation géographique, etc, . Mondragón ne cherche pas à attirer l'entreprise. Le Président de Brandt, Fernando Gomez-Acedo, me disait que Mondragón avait « peur de la mondialisation ». « C'est quelque chose qui nous fait peur et que nous affrontons avec l'idée que, si nous ne nous défendons pas, la mondialisation nous écrasera ». Le message n'est pas tant de vouloir attirer les entreprises vers elle, ce n'est pas tant l'idée de conquérir de nouveaux marchés que l'idée de trouver un moyen d'éviter d'être colonisée par elle.

Pour terminer, vous avez dit que vous n'auriez jamais créé une coopérative avec des salariés. C'est presque évident, par définition mais la réalité de Mondragon montre que cela l'est moins puisque sur 65 000 personnes, seuls 32 000 sont aujourd'hui coopérateurs.

Le salariat est la forme prise par l'usage de la force de travail lors de la révolution industrielle. C'est une force de travail libre : elle n'est attachée ni à un maître ni à une terre. Cependant, elle a une autre particularité qui est que tous les travailleurs sont en concurrence et sont, d'autre part, séparés des moyens de production. L'idée de Philippe Buchez qui a été un des initiateurs les plus méconnus de l'histoire de la pensée économique, est de dire que la coopération naît d'une critique du salariat. Elle dit que les

travailleurs ne doivent pas être en compétition les uns avec les autres dans une entreprise, mais doivent être en coopération, et que cette coopération doit être attachée aux moyens de travail.

Cette idée qui va fonder l'idée de la propriété collective va être d'une certaine manière spoliée par toute la pensée de Karl Marx car ce dernier va essayer de défendre l'idée de l'absence de propriété. Je crois que c'est une erreur profonde. Je pense qu'il a cru que la propriété était une mesure de la richesse, alors qu'elle est pour nous un indice de la sécurité. Si nous comprenions que la propriété était un indice de la sécurité, et non pas un indice de la richesse, nous comprendrions beaucoup de choses. Les pays qui sont aujourd'hui les plus riches sont les pays qui ont le moins de propriétés privées. Le pourcentage de propriétaires de maisons individuelles en Suède est inférieur à 40 %. Si vous prenez le cas de l'Espagne, ce pourcentage doit être aux alentours de 85 %. Par conséquent, la propriété n'est pas un indice de la richesse, c'est un indice de la sécurité. La situation dans laquelle nous sommes est une situation particulièrement instable. La propriété collective serait donc une formidable issue pour les années qui viennent.

Malheureusement, les programmes politiques sont muets devant ces questions, les entreprises sociales ont souvent perdu les idéaux qui les avaient fait naître et nous en sommes réduits à tenter de démontrer que toutes les théories sur les droits de propriété sont une formidable régression de la pensée. Reste que nous sommes convaincus que nous ne sortirons de la réalité de l'entreprise nomade que par l'entreprise ancrée sur un territoire et propriété de tous.